



Conférence de presse à Bruxelles - 30 novembre 2011

## Déplacer les Achrafiens de force en Irak revient à les envoyer au massacre

### Vidal-Quadras : Dans ce cas, personne ne pourra les priver de leur droit légitime de résister



L'eurodéputé français José Bové au micro, face au sénateur Dirk Claes, et à ses côtés, Alejo Vidal-Quadras, Rita Sussmuth, le général Hugh Shelton, Struan Stevenson, Maryam Radjavi, John Bruton, Patrick Kennedy et Howard Dean

- ♦ **L'Irak et l'Iran préparent une «Solution finale» à la crise d'Achraf** - Struan Stevenson, président de la délégation du PE pour les relations avec l'Irak
- ♦ **J'espère qu'à l'avenir, nous n'aurons pas à blâmer l'ONU pour avoir assisté le nouveau dictateur de l'Irak, Maliki, à commettre un crime contre l'humanité** - Dirk Claes, sénateur belge
- ♦ **Le régime des mollahs en Iran est un régime dictatorial et il y a une légitimité à résister au régime des mollahs** - José Bové, eurodéputé français



REUTERS/Thierry Roge

Reuters - Des Iraniens en exil manifestent devant le siège du Conseil européen en défense du camp d'Achraf à Bruxelles le 1 décembre 2011. L'Union européenne a exhorté l'Irak le 22 novembre à donner du temps aux Nations Unies pour déterminer le statut des habitants d'un camp d'opposants iraniens que Bagdad a menacés de déportation à la fin de l'année. Le Haut commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) essaie d'arranger les entretiens avec les 3400 habitants du camp pour savoir lesquels sont éligibles au statut de réfugié pour permettre leur réinstallation, mais l'Irak ne le lui permet pas.

**"La chose essentielle est de maintenir la sécurité des 3.400 personnes du camp d'Achraf."**

Catherine Ashton, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères

Bruxelles, 1er décembre - Nous allons discuter du camp d'Achraf. C'est un point que le Parlement européen a soulevé à plusieurs reprises et sur lequel je suis en discussion avec les Nations Unies et plus récemment avec les Etats-Unis, lorsque j'étais au sommet américano-européen cette semaine. La chose essentielle est de maintenir la sécurité des 3.400 personnes du camp d'Achraf. C'est le plus important.

Nous nous efforçons de travailler très étroitement avec l'ONU qui dirige ce dossier et dont la responsabilité est d'essayer de trouver une issue convenable et satisfaisante pour donner à ces personnes un nouveau foyer, pour les renvoyer là où elles désirent aller, et de s'assurer qu'elles sont traitées correctement. Nous travaillons étroitement bien sûr avec le gouvernement irakien à ce sujet, nous travaillons étroitement avec nos collègues dans d'autres pays et c'est une question importante pour les Etats membres.





Au pannel, depuis la gauche, Howard Dean, Patrick Kennedy, John Bruton, Maryam Radjavi, Struan Stevenson, le général Hugh Shelton, Rita Sussmuth, Alejo Vidal-Quadras

## Conférence transatlantique à la veille du conseil des ministres européens

- **Dénonciation des plans communs du régime iranien et du gouvernement irakien pour le déplacement et le massacre des Achrafiens**
- **Appel à l'UE pour empêcher une catastrophe humanitaire**
- **Un déplacement en Irak sans la protection officielle des forces américaines ou des casques bleus de l'ONU, aboutira à un massacre et les Achrafiens n'auront d'autre choix que de résister**
- **Maryam Radjavi à l'UE : Vous avez les moyens d'une solution pacifique pour Achraf et d'empêcher une catastrophe. En cas contraire vous serez tenus pour responsables d'un nouveau bain de sang.**

Une conférence de presse le 30 novembre a abordé le programme du gouvernement irakien pour le camp d'Achraf et la nécessité d'une intervention internationale urgente pour empêcher une catastrophe. Elle s'est tenue à la veille d'un conseil des ministres européens pour examiner la question d'Achraf et les nouvelles sanctions contre le régime iranien. La conférence sous la houlette de Struan Stevenson, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak a donné la parole à : Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, Alejo Vidal-Quadras, vice-président du Parlement européen, Howard Dean, président du parti démocrate américain (2005-2009), le général Hugh Shelton, chef de l'état-major des armées américaines (1997-2001), John Bruton, premier ministre irlandais (1994-1999) et ambassadeur de l'UE aux Etats-Unis (2004-2009), Rita Sussmuth, ancienne présidente du Bundestag, Gunter Verheugen, commissaire européen (1999-2010), Patrick Kennedy, Congressman américain (1995-2011), Dirk Claes, sénateur belge et président du Comité belge parlementaire pour un Iran démocratique et José Bové, eurodéputé français.



Le sénateur Dirk Claes, président du Comité belge des parlementaires pour un Iran démocratique, qui organisait l'événement a déclaré: Pour parler franchement, nous n'avons absolument aucune confiance sur la façon dont les responsables des Nations Unies en Irak gèrent ce problème. L'Union européenne et Mme Ashton ne devraient pas soutenir aveuglément l'ONU

en Irak. Parce que si l'ONU et M. Kobler veulent passer un accord avec le gouvernement irakien sans l'approbation de la population d'Achraf, ce n'est pas du tout acceptable et ce sera condamné par la communauté internationale.

**"Avec votre résistance, vous bâtissez l'histoire. Le peuple iranien doit être fier de vous tous."** - Dirk Claes

J'espère qu'à l'avenir, nous n'aurons pas à blâmer les Nations Unies et en particulier la MANUI pour avoir aidé et assisté le nouveau dictateur de l'Irak, Maliki, à commettre un crime contre l'humanité. Je souhaite le meilleur à nos frères et sœurs d'Achraf. Avec votre résistance, vous bâtissez l'histoire. Le peuple iranien doit être fier de vous tous.



Struan Stevenson, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak : Sur la base des informations reçues, le 23

novembre, le comité du gouvernement irakien chargé de la répression d'Achraf a envoyé un certain nombre d'agents de renseignement du régime iranien au QG des opérations militaires de la province de Diyala pour des consultations étroites sur l'attaque imminente contre Achraf. Soyons clairs, c'est le régime iranien qui gouverne l'Irak. Le gouvernement de coalition irakien a été créé à Téhéran. Nouri Al-Maliki prend ses ordres des mollahs et les mollahs ont ordonné l'extermination d'Achraf.

Nos informations indiquent que des plans ont été élaborés pour monter une attaque massive contre Achraf dans le mois à venir, impliquant l'armée irakienne, la police irakienne, des

bataillons spéciaux, sous le commandement direct de Nouri Al-Maliki, la force antiterroriste et des représentants du VEVAK et de la force Qods de l'Irak. Le plan consiste à diviser les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, et à les priver de tout moyen de communication avec le monde extérieur avant de les emmener en camion vers divers endroits en Irak. 120 des responsables d'Achraf seront arrêtés, conduits dans une infâme prison en dehors de Bagdad et par la suite expulsés vers l'Irak, où ils risquent la torture et une exécution certaine.

Voilà le plan du gouvernement irakien, qui nous a dit la semaine dernière dans un document clair et détaillé qu'ils considèrent les résidents d'Achraf comme des terroristes et qu'il n'accepte pas qu'ils soient réfugiés ou possèdent toute protection en vertu des conventions de Genève.

**"Le plan consiste à diviser les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, et à les priver de communication avec le monde avant de les emmener en camion vers divers endroits en Irak."**

- Struan Stevenson

Voilà le plan auquel l'ONU et l'UE répondent par des pleurnicheries affectées à propos de « la souveraineté irakienne ». Eh bien, Hitler détenait la souveraineté sur les Juifs dans l'Allemagne nazie. Le gouvernement de l'Irak ne cesse de répéter qu'il respectera les droits humains et protégera la sécurité des résidents d'Achraf. Le monde a déjà vu par deux fois comment il le fait. Il protège leur sécurité en mitraillant des hommes et des femmes sans armes et les écrase sous des véhicules blindés et des chars. C'est le gouvernement qui prévoit de mettre en œuvre la

« solution finale » à la crise d'Achraf. Mais on peut l'éviter. Les ministres des Affaires étrangères de l'UE et la baronne Ashton doivent montrer qu'ils ne se laisseront pas intimider. Ils doivent montrer qu'ils ont du cran.

Si l'Irak a toujours l'intention de réinstaller de force les résidents d'Achraf, alors il faut absolument rendre clair que ces résidents d'Achraf ne sont pas du tout prêts à être déplacés de force à l'intérieur de l'Irak et il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils se portent volontaires pour être massacrés. S'ils sont déplacés de force, ils n'auront pas d'autre choix que celui de résister.



**Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne :** Le gouvernement irakien cherche à faire passer le déplacement forcé pour un plan pacifique et à

obtenir l'aval ou du moins la non opposition de la communauté internationale, notamment de l'UE. Mais la souveraineté nationale ne doit pas être utilisée pour couvrir des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et la violation du principe de Responsabilité de Protéger. Sinon les camps de la mort d'Hitler et les crimes de l'ancien dictateur libyen et du dictateur syrien, seraient aussi interprétés comme leur droit à la souveraineté nationale. Se cacher derrière la « souveraineté nationale » pour justifier l'indifférence face aux crimes commis par le gouvernement irakien contre Achraf est totalement inacceptable.

**“Se cacher derrière la « souveraineté nationale » pour justifier l'indifférence face aux crimes du gouvernement irakien contre Achraf est totalement inacceptable.”** - Maryam Radjavi

Tout accord avec le gouvernement irakien concernant les Achrafiens, sans la présence de leurs représentants est inacceptable. Passer des accords en coulisse et imposer l'idée d'un déplacement vont contre les points avancés par le Secrétaire général de l'ONU dans le paragraphe 66 de son rapport du 7 juillet : tout arrangement doit être acceptable aux yeux du gouvernement irakien et des habitants du camp.

Permettez-moi de résumer la solution offerte par la Résistance iranienne et ses demandes pour le camp d'Achraf :

1- Tout déplacement forcé en Irak doit être écarté. Il faut annuler la date butoir illégale et répressive du 31 décembre 2011 afin que le HCR puisse effectuer son travail et que tous les Achrafiens

puissent être transférés dans des pays tiers.

2 – Considérant l'opposition du gouvernement irakien à la confirmation du statut de réfugiés par le HCR des habitants d'Achraf, la seule façon d'ôter tout prétexte à un massacre des habitants sans défense, c'est que le HCR détermine un statut de réfugié collectif. Cela lui donnera assez de temps pour examiner les demandes individuelles.

3 – La sécurité des Achrafiens par les casques bleus de l'ONU et l'installation d'une équipe d'observateurs de l'ONU dans le camp doivent être garanties par le Conseil de sécurité jusqu'au transfert du dernier habitant dans un pays tiers.

4 - Que la communauté internationale et spécialement les Etats membres de l'Union européenne acceptent des Achrafiens, quel qu'en soit le nombre, spécialement les malades et les blessés, de manière urgente.

5 – Il faut imposer des sanctions générales, spécialement pétrolières, gazières et commerciales au régime iranien.



**Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen :** Toutes ces promesses du gouvernement irakien n'ont strictement aucune valeur. Quelques heures à peine

avant le début de la tuerie d'avril 2011 lorsque 36 personnes ont été violemment assassinées, les résidents d'Achraf avaient reçu un message via l'ambassade américaine du Premier ministre irakien, qui donnait l'assurance qu'il n'y aurait pas de violence.

Il ne fait aucun doute que lorsque les résidents d'Achraf seront dispersés en petits groupes, les forces irakiennes et la force Qods iranienne iront les torturer et les assassiner sans que le monde en soit informé.

Le droit de l'Irak à la souveraineté n'est pas une excuse pour justifier la date butoir de la fin de 2011, créant ainsi le climat pour un autre massacre. Il s'agit d'une utilisation manifestement abusive du

**“Si l'Irak menait son plan pour déplacer les résidents de force, personne ne pourra les priver de leur droit légitime de résister.”** - Alejo Vidal-Quadras

droit pour justifier un crime contre l'humanité. En aucune façon le droit à la souveraineté ne pourrait être utilisé pour justifier la violation systématique des droits humains. Il défie le principe de la Responsabilité de Protéger (RtoP), sinon les crimes commis par Kadhafi en Libye et Assad en Syrie pourraient être justifiés par

leur droit à la souveraineté. Le Premier ministre Maliki a clairement montré qu'il suit les ordres du régime iranien qui cherche à la destruction ou la capitulation des résidents d'Achraf.

Si l'Irak menait son plan pour déplacer les résidents de force, personne ne pourra priver de leur droit légitime de résister. Si les gouvernements occidentaux ne soutiennent pas leurs droits, il est tout naturel qu'ils préfèrent une mort honorable que de se rendre et d'être ensuite tués dans des lieux perdus.

Je demande à la baronne Ashton et aux ministres européens des Affaires étrangères qui se réuniront aujourd'hui de condamner immédiatement cette date butoir répressive de fermeture d'Achraf, qu'ils appellent à son annulation et condamnent toute forme de déplacement forcé des résidents d'Achraf en Irak. Le silence et l'inaction relèvent de la complicité dans une telle tragédie humaine et sont totalement inacceptables.



**José Bové, eurodéputé français :** Je veux vous apporter le soutien de notre groupe, et de tous les démocrates français aussi qui sont

très nombreux à travers l'ensemble des groupes parlementaires français, des groupes politiques français, à soutenir ce combat pour la démocratie. Il est évident que le régime des mollahs en Iran est un régime totalitaire, un régime dictatorial, et que le combat contre ce régime est un combat juste qu'il faut soutenir au nom de la démocratie, des droits fondamentaux des peuples à décider d'eux-mêmes.

C'est très important de bien définir cela, pour dire de manière très claire qu'il y a une légitimité à résister au régime des mollahs. La situation du camp d'Achraf, qui devient de plus en plus difficile, en raison des liens entre le régime des mollahs

**“Le soutien aux Achrafiens est un devoir international pour les démocrates du monde entier.”** - José Bové

et le gouvernement irakien, fait peser un grave danger dans les toutes prochaines semaines sur les habitants d'Achraf. Le camp d'Achraf, aujourd'hui, représente à la figure du monde la résistance aux mollahs en Iran. Le soutien aujourd'hui aux habitants du camp d'Achraf est donc un devoir international pour les démocrates du monde entier.

Il faut aujourd'hui peser de tout notre poids par rapport aux chefs d'État et de gouvernement qui vont se réunir, ou aux ministres qui vont se réunir demain au niveau européen, pour dire nous n'accepterons pas que le 31 décembre, le régime irakien puisse démanteler ce camp et massacrer les habitants d'Achraf.

C'est cela le sens de notre présence aujourd'hui, apporter notre soutien à la résistance contre le régime dictatorial, faire reconnaître les habitants d'Achraf comme étant aujourd'hui des réfugiés politiques qu'il faut protéger au nom des règles internationales des droits de l'homme et qu'il faut donc une solution politique. C'est notre engagement. Et si demain, nous n'arrivions pas à faire repousser cela, la responsabilité serait sur l'ensemble des gouvernements européens qui n'auront pas assumé leurs responsabilités.





**Général Hugh Shelton**, ancien chef d'état-major des armées américaines : Nous devons agir immédiatement et avec fermeté. En avril 2009, le Parlement européen a adopté une résolution rejetant le déplacement forcé des Achrafiens. La Manui et le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Irak doivent accélérer le mouvement et déclarer que le plan irakien visant à déplacer les Achrafiens et sa date

**"Les USA et l'UE doivent cesser de se cacher derrière la fausse excuse que l'Irak est une nation souveraine et donc libre de massacrer les Achrafiens."**  
- Général Shelton

butoir pour fermer le camp avant que des dispositions convenables soient prises pour les habitants, ne peut et ne doit être mis en oeuvre. Les USA et l'UE doivent cesser de se cacher derrière la fausse excuse que l'Irak est une nation souveraine et donc libre de massacrer les Achrafiens. Nous devons nous y opposer tous ensemble et dire que c'est absolument inacceptable et que ce ne sera pas toléré. Aujourd'hui, les USA doivent avant tout retirer l'OMPI de la liste des organisations terroristes et le temps presse. Cela aurait dû être fait l'an dernier.



**John Bruton**, ancien premier ministre irlandais : J'ai parlé à Antonio Guterres le Haut commissaire aux réfugiés qui est pleinement conscient de la menace imminente de massacre au camp d'Achraf, et

**"Le Haut commissaire aux réfugiés qui est pleinement conscient de la menace imminente de massacre au camp d'Achraf."**  
- John Bruton

il cherche activement à mener les entretiens individuels avec les 3400 Achrafiens pour pouvoir déterminer leur statut de réfugiés afin de pouvoir les faire admettre en Europe et ailleurs en tant que réfugiés et les sauver d'un massacre. Les massacres sont des massacres et les meurtres sont des meurtres où qu'ils se passent. On ne peut faire de distinction entre ce qui s'est passé en Libye où l'Occident est intervenu pour le faire cesser et ce que l'on voit faire par l'actuel gouvernement irakien et que l'Occident semble incapable d'arrêter.



**Günter Verheugen**, ancien commissaire européen allemand: Ce que nous devons attendre et exiger du conseil des ministres demain est une déclaration très claire que l'UE en aucune circonstance n'acceptera le déplacement des Achrafiens en Irak. Il

**Nous devons immédiatement cesser les paiements à l'Irak et ne les reprendre que lorsque ce problème sera résolu de manière satisfaisante.**  
- Günter Verheugen

est temps que l'UE explique à l'Irak qu'elle ne se contente pas juste de prononcer des mots, un langage diplomatique normal, mais que cette fois c'est très sérieux et que l'Irak connaîtra de très graves conséquences si le gouvernement ne s'y conforme pas. La pression économique est absolument nécessaire. Il est inacceptable qu'en tant que contribuables européens nous continuions à payer pour ces gens à Bagdad tant qu'ils ne respectent pas les droits de l'homme élémentaires. Nous devons immédiatement cesser les paiements à l'Irak et leur dire qu'on ne les reprendra que lorsque ce problème sera résolu de manière satisfaisante.



**Howard Dean**, ancien président du parti démocrate américain : 31 jours ce n'est pas suffisant pour transférer les Achrafiens vers d'autres pays, et nous n'avons pas ces autres pays. Les pays européens prendront ces gens et nous avons besoin que le

**Nous en avons assez de ces gens très brillants au Département d'Etat incroyablement mal informés qui défendent des erreurs faites il y a 15 ans**

- Howard Dean

département d'Etat sorte l'OMPI de la liste noire. Il n'y a aucune base légale pour qu'elle s'y trouve. Il est très clair que l'Iran et l'Irak utilisent cela pour commettre des crimes de masse. Et nous savons très bien que c'est cette désignation incorrecte qui crée le plus de difficultés pour réinstaller ces réfugiés. Il est temps que le département d'Etat se dépêche. Est-ce qu'il va se contenter d'observer et d'être complice dans crime de masse ? Quand le président Obama recevra le premier ministre Maliki dans moins de 2 semaines il doit lui dire que l'échéance sera reculée jusqu'au transfert du dernier Achrafiens en sécurité hors d'Irak et qu'il n'y aura pas de massacre. Et il doit dire au Département d'Etat que nous en avons assez de ces gens très brillants et incroyablement mal informés qui défendent des erreurs faites il y a 15 ans. On en a assez. Il est temps d'agir et de sauver des vies.



**Rita Susmuth**, ancienne présidente du Bundestag allemand : Une approche collective (du statut de réfugiés pour les Achrafiens) est nécessaire. C'est politiquement nécessaire. Nous devons **Nous préférons toujours ne pas avoir davantage de réfugiés. Mais nous serions coupables de ne pas les prendre.**  
- Rita Susmuth

les protéger en tant que groupe en grand danger et nous devons leur donner un statut à l'extérieur. Il ne doit pas y avoir de déplacement forcé en Irak. Nous devons nous assurer aussi qu'ils seront pris en charge par des pays tiers, réellement en tant que réfugiés et qu'ils trouvent la sécurité non seulement en Irak mais aussi dans nos pays. Nous préférons toujours ne pas avoir davantage de réfugiés. Mais nous serions coupables de ne pas les prendre.



**Patrick Kennedy**, ancien membre du Congrès américain: Après la seconde Guerre Mondiale nous avons entendu dire "plus jamais ça" et combien de fois ces dernières 50 années avons-nous vu les atrocités se répéter. Nous avons entendu parler de Srebrenica, et alors que le monde savait ce qui allait se passer, il n'a rien fait. Puis nous avons entendu à propos du Rwanda, nous avons été averti et nous n'avons rien fait. Aujourd'hui c'est un test qui nous attend et

**Aujourd'hui c'est un test pour toute l'humanité qui sait ce qui va se passer et qui peut choisir d'agir.**

- Patrick Kennedy

ce n'est pas juste pour le camp d'Achraf - bien que ce soit la vie de ces gens qui est en jeu - c'est vraiment un test pour toute l'humanité qui sait ce qui va se passer qui peut choisir via ses ministres des Affaires étrangères demain et via la visite de Maliki aux USA le 12 décembre de dire clairement qu'il n'y aura pas de compromis avec le diable. Nous savons, Mme Radjavi, que le moment est crucial, que l'heure tourne. Nous sommes à vos côtés.



# Camp Achraf : un compte à rebours fatal ?

Il ne reste qu'un mois avant l'évacuation des exilés iraniens du camp Achraf. L'opposition iranienne décrète l'urgence et en appelle à l'Europe.

Par V.B.

1 décembre 2011 - A un mois de la fermeture programmée du camp d'Achraf par les autorités irakiennes, l'urgence va-t-elle contraindre le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne - qui se réunit ce jeudi - à adresser un message fort au Premier ministre irakien Nouri al Maliki ? Le gouvernement irakien a la ferme intention de démanteler ce camp d'opposants iraniens - installé depuis 25 ans au nord de Bagdad - pour le 31 décembre prochain, et disséminer ses résidents dans la nature, au besoin par la force.

Cette opération risque d'être fatale pour les 3 400 habitants du camp, les défenseurs d'Achraf voyant se profiler une "catastrophe humanitaire". Les autorités européennes doivent "user de leur pouvoir et de leurs bons offices pour empêcher un crime contre l'humanité", exhorte Maryam Radjavi, la présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), parlement dissident en exil.

Au milieu des années 80, l'Irak de Saddam Hussein avait accueilli quelques milliers de membres de l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI), des opposants au régime théocratique déclarés hors-la-loi et pourchassés dans leur pays. "Malgré leur droit indéniable de rester en Irak, les Achrafiens ont accepté le plan du Parlement européen pour un transfert dans des pays tiers", explique Mme Radjavi, précisant que "dans le but d'écarter tout obstacle à leur réinstallation, ils ont déposé des demandes de statut de réfugiés".

Mais depuis trois mois, les autorités irakiennes ont tout fait pour décourager l'audition des habitants du camp par le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR).

"L'Union européenne et les Etats-Unis doivent faire dire à Nouri el Maliki que son échéance est scandaleuse, et exiger le

temps nécessaire pour que le Haut-commissariat aux réfugiés puisse procéder aux entretiens individuels avec les résidents en vue de leur accorder le statut de réfugiés", plaide l'Écossais Struan Stevenson, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak.

"Nous n'avons plus le temps de réaliser les entretiens", estime même Alejo Vidal-Quadras, vice-président du Parlement européen. "Usons donc des moyens légaux qui sont à notre disposition. Les résidents d'Achraf doivent être reconnus comme réfugiés en tant que groupe, et non individuellement. Ce qui est possible en cas d'extrême urgence", précise-t-il. "La seule façon d'ôter tout prétexte à un massacre des habitants sans défense c'est que le HCR détermine un statut de réfugiés collectif. Cela lui donnera assez de temps pour examiner les demandes individuelles", renchérit Maryam Radjavi.

Pour les défenseurs d'Achraf, les motivations irakiennes sont clairement téléguidées depuis Téhéran. "Le gouvernement Maliki est une création de Téhéran", rappelle M. Stevenson, soulignant les vieilles accointances de celui-ci avec le régime des mollahs. "Maliki doit dégager Achraf sinon il perdra son poste", ajoute-t-il. Le régime en place à Téhéran considère que la fermeture d'Achraf et la dispersion de ses résidents le débarrasseraient une fois pour toutes de ce noyau d'opposants, qui sont autant de "témoins gênants" de ses pratiques, considère l'ancien député américain Patrick Kennedy.

José Bové, quant à lui, y voit un combat légitime : "La république des mollahs est un régime totalitaire et lui résister est un combat légitime. Le camp Achraf représente la résistance face à lui. C'est donc un devoir pour les démocrates du monde entier que de soutenir les résidents du camp".

## Les Iraniens ont manifesté le 1er décembre devant l'UE à Bruxelles pendant le conseil des ministres



REUTERS/Thierry Roge



REUTERS/Thierry Roge



**LE SOIR**

ALARMISTES - ET PEUT-ÊTRE À RAISON - l'opposition iranienne des Moudjahidines du Peuple manifestait ce jeudi à Bruxelles. © GEORGES GOBERT/AFAP

## Mme Radjavi se félicite de la fermeture de l'ambassade de Norvège à Téhéran et de l'ambassade du régime des mollahs à Londres

Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, se félicite de la décision du gouvernement norvégien de fermer son ambassade à Téhéran et de celle du gouvernement britannique de fermer l'ambassade des mollahs à Londres, tout comme elle se réjouit du départ de Téhéran des diplomates britanniques. Elle estime que c'est une démarche nécessaire et le minimum requis après l'attaque sauvage par les pasdaran de l'ambassade de Grande-Bretagne. Elle espère que tous les pays européens vont rompre totalement leurs relations diplomatiques avec les mollahs.

L'attaque du 29 novembre de l'ambassade britannique par les gardiens de la révolution s'est faite sur l'ordre de Khamenei en personne. Le guide suprême des mollahs cherche par le biais du chantage et des menaces à empêcher la mise en œuvre d'une politique de fermeté et de sanctions internationales en raison de son programme d'armes nucléaires. Le terrorisme, les prises d'otages, les attaques contre des bâtiments diplomatiques, sont des moyens bien connus des mollahs pour influencer la politique internationale et satisfaire leurs exigences illégitimes.

La bombe atomique, a ajouté Mme Radjavi, est une des composantes de la stratégie des mollahs pour se maintenir au pouvoir. Cette stratégie comporte aussi le massacre de l'opposition organisée, spécialement à Achraf en Irak, et l'exportation de l'intégrisme et la domination de la région. Un boycott généralisé du régime, notamment pétrolier et diplomatique, même s'il reste nécessaire, ne suffit pas pour empêcher le régime de se doter de la bombe atomique. **La solution définitive est un changement de régime par le peuple iranien et sa résistance.**

# Déclaration d'un million cinquante mille Irakiens

## L'ultimatum pour fermer le camp d'Achraf fin 2011 et déplacer de force ses habitants n'est qu'un prétexte pour un bain de sang et il doit être annulé

Un million cinquante mille Irakiens ont signé une déclaration contre l'ultimatum de fermeture du camp d'Achraf à la fin de 2011 pour déplacer de force ses habitants en Irak, a annoncé mercredi 23 novembre, le **secrétariat du Conseil national des chefs de tribus irakiens** qui ajoute que cet ultimatum n'est qu'un prétexte pour un nouveau bain de sang dans le camp.

Les signataires de cette déclaration appellent la communauté internationale à faire annuler la date butoir afin de permettre un règlement pacifique de la crise d'Achraf par le HCR et le transfert des habitants dans des pays tiers.

Parmi les signataires de cette déclaration figurent les noms de 375.000 femmes, 2.300 chefs de tribus, 7000 avocats et juristes, 5000 médecins, 10.000 ingénieurs, 1.125 professeurs d'université, 2000 écrivains, 500 religieux et 119 autorités locales.

Cette déclaration qui formule des revendications en cinq points, rejette et condamne vigoureusement tout déplacement forcé des Achrafiens en Irak et précise que l'ultimatum de la fin de l'année 2011 ne constitue qu'un prétexte pour une nouvelle agression et une nouvelle tuerie à Achraf. Elle appelle le Secrétaire général des Nations Unies, son représentant en Irak, la Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, ainsi que l'UE, le Parlement

européen et les dirigeants politiques irakiens, notamment le président du Parlement, à prendre des mesures d'urgence pour éviter ce carnage.

**La déclaration appelle le Conseil de sécurité de l'Onu à dépêcher des casques bleus et des observateurs pour protéger le camp d'Achraf** et éviter une nouvelle tuerie qui ne pourra qu'être pires que les précédentes.

Les signataires réclament également la fin du blocus illégal et inhumain qui frappe le camp, notamment les privations médicales.

Ils demandent encore le retrait des 300 haut-parleurs qui servent à torturer psychologiquement les habitants.

Dans des circonstances où le gouvernement irakien et ses forces de répression se livrent à des rafles multiples et des vastes emprisonnements et tortures, en vue de créer un climat de terreur contre les opposants, les signatures d'un million cinquante mille personnes de cette déclaration prouvent bien que le peuple irakien s'oppose à la répression du camp d'Achraf et la considère comme la mise

à exécution des ordres du fascisme religieux au pouvoir en Iran.

La semaine dernière, 94 dirigeants politiques et 121 personnalités kurdes d'Irak avaient déjà appelé dans deux déclarations séparées, à l'annulation de l'ultimatum et à un règlement pacifique de la crise d'Achraf par les Nations Unies.

**Parmi les signataires de cette déclaration, figurent 375.000 femmes, 2.300 chefs de tribus, 7000 avocats et juristes, 5000 médecins, 10.000 ingénieurs, 1.125 professeurs d'université, 2000 écrivains, 500 religieux et 119 autorités locales.**

## 94 dirigeants nationalistes, parlementaires et dignitaires irakiens appellent à une issue humaine pour Achraf

Un grand nombre des parlementaires et personnalités en Irak ont souligné la nécessité de respecter les droits humains des habitants du camp d'Achraf qui sont considérés comme des demandeurs d'asile protégés par la 4e Convention de Genève. Ces politiques irakiens s'opposent aux harcèlements des habitants du camp sous le coup d'une pression étrangère et condamnent toute agression, usage de la force ou massacre, sous quelque prétexte que ce soit, contre eux, d'avril 2011. "Compte tenu des conséquences de cette politique sur la réputation de l'Irak et ses relations sur le plan international, disent-ils, et pour éviter que notre pays ne plonge à nouveau dans le chaos, nous répétons une fois de plus la nécessité d'une prise en charge des habitants de ce camp par les Nations Unies, et d'une accélération de la procédure du HCR pour déterminer le statut de ces personnes."

On compte parmi ces personnalités :

- **Le Dr. Iyad Allaoui**, Président de la coalition Al Iraqia souligne dans une lettre à Maliki : «Vous avez le droit d'appeler les Nations Unies à chercher une issue, mais je dis que pour le bien de l'Irak, ce n'est ni juste ni honnête de les tuer comme cela a été fait ». (Site Al Iraqia)
- **Le Dr. Saleh Mutlaq**, Vice-premier ministre irakien : « La présence des habitants d'Achraf sur le sol irakien est conforme à la loi. » (TV Babelia)
- **Tareq al-Hachemi**, Vice-président de la République irakienne : « Nous récusons le comportement du gouvernement avec l'OMPI. Sa présence sur le sol irakien est conforme au droit international, et il revient donc à la communauté internationale de résoudre ce problème. » (TV Al-Charqia)
- **Le Dr. Salim Abdullah al-Jabouri**, président de la commission des Droits de l'homme du

Parlement : « Le temps ne doit pas servir de levier de pression s'ajoutant aux autres pressions qui s'exercent dans le dossier du camp d'Achraf. Dans ce dossier, tout comportement doit se conformer aux critères internationaux et au respect des droits de l'Homme. » (Agence de presse kurde AKAnews)

• **Le Dr. Ahmad al-Alvani**, président de la commission du Commerce du Parlement : « Le déplacement forcé des habitants du camp d'Achraf qui sont affiliés à l'organisation d'opposition des Moudjahidine du peuple d'Irak est un complot étranger. » (Agence de presse Nina)

• **Adil Barvari**, conseiller du Premier ministre pour les affaires du Kurdistan, a exprimé le souhait que le gouvernement irakien respecte l'aspect humain dans son comportement dans le dossier du camp d'Achraf. (Agence Nina)

